



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2024



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -25,742 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2024 s'élève à -25,742 Md€ contre -21,148 Md€ à fin janvier 2023 à périmètre courant.

Cette évolution (-4,594 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 3,988 Md€, une baisse des recettes nettes de 2,265 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 1,660 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 38,478 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Défense** : 8,713 Md€, essentiellement au titre du programme « Préparation et emploi des forces » (3,171 Md€), du programme « Equipement des forces » (2,794 Md€) et du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,501 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,855 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (3,410 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,271 Md€), du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,976 Md€) et du programme « Vie de l'élève » (0,874 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 4,843 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,549 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,240 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (0,980 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (0,964 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin janvier 2024 s'élèvent à 38,478 Md€ contre 34,490 Md€ à fin janvier 2023 à périmètre courant.

Cette évolution (+3,988 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +1,813 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense"), des dépenses de personnel pour

► **Mission Sécurités** : 1,872 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,989 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,827 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,784 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,611 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,670 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,653 Md€) ;

► **Mission Pouvoirs publics** : 1,138 Md€, principalement au titre du programme « Assemblée nationale » (0,608 Md€) ;

► **Mission Justice** : 1,121 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation** : 0,990 Md€, essentiellement au titre du programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation » (0,968 Md€).

+1,049 Md€ (hausse prévue en LFI), des dépenses d'intervention pour +0,614 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation", en raison de versements plus précoces qu'en 2023) et des dépenses d'investissement pour +0,480 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense").

Recettes du budget général (nettes) : 15,874 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 12,026 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,802 Md€, dont 1,215 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **IR net** : 2,337 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,783 Md€, dont 0,875 Md€ de prélèvements de solidarité et 0,554 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes ;

► **TICPE nette** : 0,990 Md€ ;

► **IS net** : 0,511 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,765 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,194 Md€, dont -2,007 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 20,006 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin janvier 2024 s'élèvent à 20,006 Md€ contre 22,326 Md€ à fin janvier 2023 à périmètre courant.

Cette évolution (-2,321 Md€) s'explique

essentiellement par une diminution des recettes de TVA nette pour -2,281 Md€ (écart essentiellement lié à une augmentation des reversements pour 1,553 Md€ et des R&D à hauteur de 1,256 Md€).

Recettes non fiscales : 0,526 Md€

Les recettes non fiscales à fin janvier 2024 s'élèvent à 0,526 Md€ contre 0,569 Md€ à fin janvier 2023 à

périmètre courant, soit une évolution de -0,043 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -4,959 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin janvier 2024 s'élèvent à -4,959 Md€ contre -4,880 Md€ à fin janvier 2023 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,079 Md€) s'explique par une

augmentation des PSR de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,398 Md€ et par une baisse des PSR de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,319 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 0,301 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin janvier 2024 s'élèvent à 0,301 Md€ contre

0,123 Md€ à fin janvier 2023 à périmètre courant, soit une évolution de +0,177 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -3,137 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,362 Md€ et des recettes pour 6,913 Md€ (dont 3,921 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,875 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,986 Md€ (dont 0,595 Md€ au titre du paiement des intérêts des BTF) et des recettes pour 1,083 Md€ (dont 0,561 Md€ au titre d'abondements par le budget général).

Le solde des comptes spéciaux à fin janvier 2024 s'élève à -3,137 Md€ contre -4,797 Md€ à fin janvier 2023 à périmètre courant.

Cette évolution (+1,660 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation du solde des

comptes d'affectation spéciale de +0,908 Md€ (dont le compte « Pensions » pour +0,817 Md€, en raison d'un décalage calendaire résorbé au 08/02/2024) et du solde des comptes de concours financiers pour +0,507 Md€.

Dettes financières de l'Etat au 31 janvier 2024 : 2 493,117 Md€

La dette financière est en augmentation de 31,766 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +34,029 Md€

et des BTF à hauteur de +0,351 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -2,614 Md€).



Situation Mensuelle de l'Etat Janvier 2024

CHIFFRES CLES

	Mois	Cumul à fin janvier		Ecart cumul	
	Janvier	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-25 742	-25 742	-21 148	-21 148	-4 594
Dépenses du budget général (nettes)	38 478	38 478	34 490	34 490	3 988
Recettes du budget général (nettes)	15 874	15 874	18 139	18 139	-2 265
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	2 337	2 337	2 388	2 388	-51
- IS *	511	511	428	428	84
- TICPE	990	990	1 009	1 009	-19
- TVA	12 026	12 026	14 307	14 307	-2 281
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 137	-3 137	-4 797	-4 797	1 660

DONNEES PATRIMONIALES		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-5 512	159 053
Dette financière de l'Etat	31 766	2 493 117

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier		Ecart cumul	
	Janvier	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	13 194	13 194	12 146	12 146	1 049
Dépenses de fonctionnement	9 434	9 434	7 621	7 621	1 813
Charges de la dette de l'Etat	561	561	556	556	5
Dépenses d'investissement	2 765	2 765	2 285	2 285	480
Dépenses d'intervention	11 272	11 272	10 658	10 658	614
Dépenses d'opérations financières	114	114	149	149	-34
Total des dépenses (nettes) (I)	38 478	38 478	34 490	34 490	3 988
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	20 006	20 006	22 326	22 326	-2 321
Recettes non fiscales	526	526	569	569	-43
Prélèvements sur recettes	-4 959	-4 959	-4 880	-4 880	-79
Fonds de concours et attributions de produits	301	301	123	123	177
Total des recettes (nettes) (II)	15 874	15 874	18 139	18 139	-2 265
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	20 832	20 832	23 019	23 019	-2 186
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-22 605	-22 605	-16 351	-16 351	-6 253
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	462	462	-446	-446	908
Solde des comptes de concours financiers	-3 838	-3 838	-4 344	-4 344	507
Solde des comptes de commerce	225	225	-8	-8	232
Solde des comptes d'opérations monétaires	6	6	1	1	5
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 137	-3 137	-4 797	-4 797	1 660
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-25 742	-25 742	-21 148	-21 148	-4 594



	Mois	Cumul à fin janvier			Ecart cumul
	Janvier	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	13 194	13 194	12 146	12 146	1 049
Rémunérations d'activité	7 579	7 579	6 948	6 948	631
Cotisations et contributions sociales	5 519	5 519	5 115	5 115	405
Prestations sociales et allocations diverses	96	96	83	83	13
AUTRES TITRES	25 284	25 284	22 345	22 345	2 939
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	9 434	9 434	7 621	7 621	1 813
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 682	4 682	2 816	2 816	1 865
Subventions pour charges de service public	4 752	4 752	4 804	4 804	-52
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	561	561	556	556	5
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	561	561	556	556	5
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 765	2 765	2 285	2 285	480
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 900	1 900	1 384	1 384	517
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	865	865	901	901	-37
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	11 272	11 272	10 658	10 658	614
Transferts aux ménages	6 202	6 202	4 495	4 495	1 708
Transferts aux entreprises	1 428	1 428	2 502	2 502	-1 073
Transferts aux collectivités territoriales	1 290	1 290	1 397	1 397	-107
Transferts aux autres collectivités	2 230	2 230	2 170	2 170	59
Appels en garantie	122	122	95	95	27
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	114	114	149	149	-34
Prêts et avances	0	0	2	2	-2
Dotations en fonds propres	1	1	24	24	-24
Dépenses de participations financières	114	114	122	122	-8
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	38 478	38 478	34 490	34 490	3 988



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2024		Cumul à fin janvier 2023 retraité	Cumul à fin janvier 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	444	379	444	379	362	362	17
Action de la France en Europe et dans le monde	293	233	293	233	203	203	30
Diplomatie culturelle et d'influence	129	128	129	128	117	117	12
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	18	22	18	43	43	-25
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	378	326	378	326	347	347	-21
Administration territoriale de l'Etat	226	209	226	209	187	187	22
Vie politique	3	2	3	2	39	39	-37
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	149	115	149	115	121	121	-6
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	289	281	289	281	280	280	1
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	198	195	198	195	192	192	4
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	44	39	44	39	42	42	-3
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	47	46	47	46	46	46	1
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	0	0	0	0	0
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	216	264	216	264	326	326	-62
Aide économique et financière au développement	-84	114	-84	114	163	163	-49
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	300	150	300	150	163	163	-14
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1 068	990	1 068	990	17	17	973
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	991	968	991	968	5	5	963
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	76	22	76	22	13	13	9
COHESION DES TERRITOIRES	13 302	1 670	13 302	1 670	1 688	1 688	-18
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	78	11	78	11	8	8	3
Aide à l'accès au logement	13 223	1 653	13 223	1 653	1 670	1 670	-17
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-2	3	-2	3	6	6	-3
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0	0	0	0	0	0
Politique de la ville	0	0	0	0	0	0	0
Interventions territoriales de l'Etat	3	3	3	3	4	4	-1
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	67	61	67	61	53	53	7
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	47	41	47	41	35	35	6
Conseil économique, social et environnemental	0	0	0	0	0	0	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	20	20	20	19	19	1
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	210	143	210	143	172	172	-29
Patrimoines	3	20	3	20	22	22	-1
Création	87	4	87	4	11	11	-7
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	56	51	56	51	81	81	-29
Soutien aux politiques du ministère de la culture	64	68	64	68	59	59	9
DEFENSE	3 954	8 713	3 954	8 713	6 001	6 001	2 711
Environnement et prospective de la politique de défense	51	247	51	247	165	165	82
Préparation et emploi des forces	1 230	3 171	1 230	3 171	1 440	1 440	1 730
Soutien de la politique de la défense	2 394	2 501	2 394	2 501	2 073	2 073	428
Equipement des forces	279	2 794	279	2 794	2 323	2 323	471
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	154	59	154	59	58	58	1
Coordination du travail gouvernemental	97	41	97	41	41	41	0
Protection des droits et libertés	57	18	57	18	17	17	1
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 640	1 784	2 640	1 784	3 136	3 136	-1 353
Infrastructures et services de transports	317	112	317	112	119	119	-7
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	37	16	37	16	10	10	6
Paysages, eau et biodiversité	109	39	109	39	27	27	12
Expertise, information géographique et météorologie	440	147	440	147	141	141	6
Prévention des risques	84	13	84	13	10	10	3
Energie, climat et après-mines	592	429	592	429	183	183	246
Service public de l'énergie	611	611	611	611	2 134	2 134	-1 523
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	449	409	449	409	386	386	23
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	127	127	-127
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	8	0	8	0	0	8



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2024		Cumul à fin janvier 2023 retraité	Cumul à fin janvier 2023 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP	CP	2024 / 2023
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés	retraité
unité : million d'€.							
ECONOMIE	861	275	861	275	199	199	76
Développement des entreprises et régulations	528	206	528	206	126	126	80
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	32	33	32	35	35	-3
Stratégies économiques	300	36	300	36	38	38	-1
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	823	698	823	698	534	534	164
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	432	432	432	432	429	429	3
Appels en garantie de l'Etat	246	122	246	122	95	95	27
Epargne	15	15	15	15	10	10	5
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	129	129	129	129	0	0	129
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0	0	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	8 242	7 855	8 242	7 855	7 363	7 363	492
Enseignement scolaire public du premier degré	2 276	2 271	2 276	2 271	2 125	2 125	146
Enseignement scolaire public du second degré	3 562	3 410	3 562	3 410	3 047	3 047	364
Vie de l'élève	1 004	874	1 004	874	1 051	1 051	-177
Enseignement privé du premier et du second degrés	1 016	976	1 016	976	840	840	136
Soutien de la politique de l'éducation nationale	200	205	200	205	180	180	24
Enseignement technique agricole	184	119	184	119	121	121	-1
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	916	802	916	802	836	836	-33
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	699	614	699	614	612	612	2
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	76	59	76	59	103	103	-43
Facilitation et sécurisation des échanges	142	129	142	129	121	121	8
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	139	122	139	122	134	134	-13
Immigration et asile	139	122	139	122	134	134	-12
Intégration et accès à la nationalité française	0	0	0	0	1	1	-1
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	0	0	0	0	0	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	0	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	0	0	0
JUSTICE	1 312	1 121	1 312	1 121	1 091	1 091	30
Justice judiciaire	455	421	455	421	384	384	37
Administration pénitentiaire	400	417	400	417	372	372	45
Protection judiciaire de la jeunesse	214	72	214	72	68	68	4
Accès au droit et à la justice	146	141	146	141	205	205	-65
Conduite et pilotage de la politique de la justice	96	70	96	70	61	61	9
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	0	1	1	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	55	20	55	20	32	32	-12
Presse et médias	54	20	54	20	32	32	-12
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	86	69	86	69	45	45	24
Emploi outre-mer	31	21	31	21	19	19	2
Conditions de vie outre-mer	55	48	55	48	26	26	21
PLAN DE RELANCE	-1	10	-1	10	32	32	-21
Écologie	-1	7	-1	7	13	13	-6
Compétitivité	0	3	0	3	19	19	-15
Cohésion	0	0	0	0	0	0	0
POUVOIRS PUBLICS	1 138	1 138	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Présidence de la République	123	123	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	608	608	608	608	571	571	37
Sénat	353	353	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	18	18	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1	1	0



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2024		Cumul à fin janvier 2023 retraité	Cumul à fin janvier 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	16 944	4 843	16 944	4 843	4 628	4 628	215
Formations supérieures et recherche universitaire	14 084	3 549	14 084	3 549	3 447	3 447	102
Vie étudiante	827	520	827	520	443	443	77
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	3	2	3	2	2	2	0
Recherche spatiale	1 062	426	1 062	426	403	403	23
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	929	308	929	308	298	298	11
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0	0	0	0	0	0
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	38	37	38	37	34	34	3
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	4 958	960	4 958	960	948	948	12
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 263	654	3 263	654	645	645	8
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	721	132	721	132	135	135	-2
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	973	173	973	173	168	168	6
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-5	0	-5	0	0	0	0
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-5	0	-5	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	0	0	0	0	0	0	0
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	15 789	15 759	15 789	15 759	14 092	14 092	1 667
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	15 046	15 015	15 046	15 015	13 525	13 525	1 491
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	744	744	744	744	567	567	176
SANTE	49	22	49	22	20	20	2
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	49	22	49	22	20	20	2
Protection maladie	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	1 950	1 872	1 950	1 872	1 807	1 807	65
Police nationale	1 061	989	1 061	989	942	942	47
Gendarmerie nationale	846	827	846	827	822	822	5
Sécurité et éducation routières	14	5	14	5	1	1	4
Sécurité civile	29	50	29	50	42	42	9
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	24 900	2 240	24 900	2 240	2 210	2 210	30
Inclusion sociale et protection des personnes	10 607	964	10 607	964	940	940	25
Handicap et dépendance	13 635	980	13 635	980	980	980	0
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	658	295	658	295	290	290	5
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	137	79	137	79	50	50	29
Sport	135	48	135	48	39	39	9
Jeunesse et vie associative	2	1	2	1	11	11	-10
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	30	0	30	0	0	30
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	7	26	7	26	27	27	-1
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	0	16	0	16	6	6	9
Transformation publique	2	4	2	4	8	8	-4
Innovation et transformation numériques	1	0	1	0	0	0	0
Fonction publique	1	3	1	3	10	10	-7
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	4	4	3	3	0
TRAVAIL ET EMPLOI	1 822	914	1 822	914	450	450	465
Accès et retour à l'emploi	1 657	449	1 657	449	344	344	105
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	115	413	115	413	55	55	358
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	1	2	1	0	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	49	52	49	52	50	50	1
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	102 842	53 493	102 842	53 493	48 015	48 015	5 478
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	87 797	38 478	87 797	38 478	34 490	34 490	3 988

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin janvier		Ecart cumul
	Janvier	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	8 486	8 486	8 354	8 354	131
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	91	91	88	88	4
Impôt sur les sociétés (C)	1 488	1 488	1 410	1 410	79
Impôt sur les sociétés	1 472	1 472	1 395	1 395	77
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	16	16	15	15	2
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 783	1 783	2 164	2 164	-381
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	152	152	270	270	-118
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	554	554	692	692	-137
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	119	119	65	65	55
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	2	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	4	4	1	1	3
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	1	1	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	1	1	1	0
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	14	14	12	12	2
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	875	875	941	941	-66
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	0	0	0	0	0
Taxe d'habitation sur les résidences principales	9	9	146	146	-137
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	24	24	16	16	8
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Recettes diverses	28	28	15	15	13
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)	1 137	1 137	1 171	1 171	-34
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	19 234	19 234	20 259	20 259	-1 025
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 802	2 802	2 405	2 405	397
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	36	36	35	35	1
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	20	20	18	18	2
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	7	7	12	12	-5
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	384	384	326	326	58
Mutations à titre gratuit par décès	831	831	813	813	17



	Mois		Cumul à fin janvier		Ecart cumulé
	Janvier	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Contribution de sécurité immobilière	65	65	76	76	-11
Autres conventions et actes civils	42	42	36	36	7
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	56	56	53	53	3
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	34	34	49	49	-15
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	44	44	14	14	30
Timbre unique	64	64	74	74	-10
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	120	120	0	0	120
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	2	2	0	0	2
Autres taxes intérieures	417	417	350	350	67
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0	0
Amendes et confiscations	3	3	3	3	0
Taxe générale sur les activités polluantes	8	8	3	3	5
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	3	3	11	11	-8
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	150	150	148	148	2
Autres droits et recettes à différents titres	50	50	0	0	50
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	4	4	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	72	72	32	32	40
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	62	62	59	59	3
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	39	39	32	32	7
Prélèvement sur les paris sportifs	71	71	54	54	17
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	11	11	10	10	1
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	161	161	142	142	19
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	47	47	49	49	-2
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	35 021	35 021	35 851	35 851	-830
TOTAL GENERAL (net)	20 006	20 006	22 326	22 326	-2 321

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin janvier		Ecart cumulé	
	Janvier	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	2	2	-2
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	2	2	-2
Produits du domaine de l'Etat (B)	70	70	54	54	15
Revenus du domaine public non militaire	3	3	41	41	-38
Autres revenus du domaine public	0	0	0	0	0
Revenus du domaine privé	15	15	12	12	3
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	52	52	1	1	50
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	77	77	121	121	-43
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	76	76	119	119	-43
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	1	1	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	0	0	0
Autres recettes diverses	0	0	1	1	0
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	41	41	37	37	5
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	0	0	0	0
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0	0
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	4	1	1	2
Intérêts des autres prêts et avances	17	17	0	0	17
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	13	13	9	9	4
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	0	0	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	1	26	26	-24



	Mois		Cumul à fin janvier		Ecart cumulé
	Janvier	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	150	150	70	70	80
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	8	8	15	15	-7
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	27	27	0	0	27
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	0	0	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	114	114	54	54	60
Frais de poursuite	0	0	0	0	0
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0	0
Divers (F)	188	188	286	286	-98
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	1	1	-1
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	5	5	105	105	-100
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	20	20	16	16	5
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	0	1	1	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	0	1	1	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0	0
Récupération d'indus	6	6	9	9	-3
Recouvrements après admission en non-valeur	12	12	8	8	4
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	6	2	2	3
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	3	3	3	0
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	55	55	40	40	15
Produits divers	2	2	1	1	0
Autres produits divers	76	76	98	98	-22
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	526	526	569	569	-43



	Mois	Cumul à fin janvier			Ecart cumul
	Janvier	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 194	-3 194	-2 796	-2 796	-398
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 007	-2 007	-2 005	-2 005	-2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	0	0	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-649	-649	-290	-290	-358
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	0	-11	-11	10
Dotations élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-4	-4	4
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-235	-235	-238	-238	2
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-9	-9	-9	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-8	-8	-8	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	0	15	15	-15
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-283	-283	-243	-243	-41
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin janvier		Ecart cumul
	Janvier	2024	2023 retraité	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽³⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	-3	-3	0	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	-5	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 765	-1 765	-2 084	319
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 959	-4 959	-4 880	-79
Fonds de concours et attributions de produits				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	136	136	107	29
Fonds de concours - coopération internationale	165	165	16	149
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	301	301	123	177

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Janvier 2024**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de janvier		Cumul à fin janvier									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	5 681	6 143	5 681	5 592	5 592	6 143	5 146	5 146	462	-446	-446	908	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	16	179	16	3	3	179	186	186	163	183	183	-20	
Développement agricole et rural	0	3	0	0	0	3	3	3	3	3	3	0	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	32	0	8	8	32	31	31	32	23	23	9	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	16	23	16	17	17	23	102	102	7	85	85	-79	
Participations financières de l'Etat	228	6	228	433	433	6	31	31	-222	-402	-402	181	
Pensions	5 420	5 900	5 420	5 131	5 131	5 900	4 793	4 793	479	-338	-338	817	
Comptes de concours financiers	10 774	6 936	10 774	9 879	9 879	6 936	5 534	5 534	-3 838	-4 344	-4 344	507	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	336	4	336	318	318	4	7	7	-332	-311	-311	-21	
Avances aux collectivités territoriales	10 362	6 913	10 362	9 540	9 540	6 913	5 523	5 523	-3 449	-4 017	-4 017	568	
Prêts à des Etats étrangers	52	4	52	19	19	4	4	4	-48	-15	-15	-33	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	24	0	24	2	2	0	0	0	-24	-2	-2	-23	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	15	0	0	0	15	0	0	15	0	0	15	
Comptes de commerce	1 248	1 473	1 248	1 038	1 038	1 473	1 031	1 031	225	-8	-8	232	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	84	281	84	80	80	281	178	178	198	98	98	100	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	16	17	14	14	16	14	14	-1	0	0	-2	
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	2	3	3	2	3	3	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	60	82	60	23	23	82	67	67	22	43	43	-22	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	986	1 083	986	690	690	1 083	763	763	98	73	73	25	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	1	0	1	0	0	0	0	0	-1	0	0	-1	
Opérations commerciales des domaines	6	5	6	3	3	5	6	6	-1	2	2	-3	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	3	2	2	2	3	1	1	0	0	0	0	
Soutien financier au commerce extérieur	90	0	90	224	224	0	0	0	-90	-224	-224	135	
Comptes d'opérations monétaires	106	112	106	0	0	112	1	1	6	1	1	5	
Emission des monnaies métalliques	0	14	0	0	0	14	1	1	14	1	1	13	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	106	98	106	0	0	98	0	0	-8	0	0	-8	
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	17 809	14 663	17 809	16 510	16 510	14 663	11 713	11 713	-3 145	-4 797	-4 797	1 652	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	17 703	14 565	17 703	16 510	16 510	14 565	11 713	11 713	-3 137	-4 797	-4 797	1 660	



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	-13	443
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	83	5 998
	Total organismes à caractère financier		6 381	69	6 451
	CEPL	Régions	1 768	821	2 589
		Départements	8 968	-1 579	7 389
		Communes	31 023	-1 065	29 959
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	-488	18 905
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	-35	2 206
		Autres	9 692	-594	9 097
	Total CEPL		73 086	-2 940	70 146
	Etablissements publics de santé		8 361	-272	8 089
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	-2 837	18 135
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	-432	19 331
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	2 306	7 625
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	-389	2 125
Total établissements publics nationaux		48 568	-1 352	47 216	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		7 564	43	7 607	
Union européenne		3 650	-1 588	2 062	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	30	6 094	
	GIP	2 103	-51	2 052	
	EPLÉ	2 773	441	3 214	
	Autres correspondants	3 321	11	3 332	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	0	131	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 392	431	14 822	
Total Dépôts de fonds du Trésor		162 003	-5 609	156 394	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	89	2 509	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	8	118	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	0	32	
	Total Comptes à terme	2 563	97	2 660	
Total Passif (A)		164 566	-5 512	159 054	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		164 566	-5 512	159 053	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	34 380	2 464 365
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	34 029	2 294 797
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	34 029	2 294 797
<i>dont - taux fixe</i>	1 989 405	31 589	2 020 994
<i>- taux variable</i>	271 362	2 440	273 802
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	351	169 568
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	351	169 568
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-2 614	28 752
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	31 766	2 493 117



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2023 exécuté ». Ces chiffres seront retraités, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2024.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.